

## "Des signes de dissension mettent une sourdine aux célébrations communautaires des réformes" dans The Guardian (18 février 1986)

**Légende:** Le 18 février 1986, le quotidien britannique de gauche The Guardian examine les dissensions entre les pays européens au moment de la signature de l'Acte unique européen.

**Source:** The Guardian. 18.02.1986. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Signs of dissent mute EEC celebration of reforms", auteur:Brown, Derek , p. 6.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/des\\_signes\\_de\\_dissension\\_mettent\\_une\\_sourdine\\_aux\\_celebrations\\_communautaires\\_des\\_reformes\\_dans\\_the\\_guardian\\_18\\_fevrier\\_1986-fr-2350f2d3-8024-4beb-98fd-adbc315f8b51.html](http://www.cvce.eu/obj/des_signes_de_dissension_mettent_une_sourdine_aux_celebrations_communautaires_des_reformes_dans_the_guardian_18_fevrier_1986-fr-2350f2d3-8024-4beb-98fd-adbc315f8b51.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Des signes de dissension mettent une sourdine aux célébrations communautaires des réformes

de Derek Brown à Bruxelles

Un train de réformes devant permettre une coopération politique et économique plus étroite entre les pays membres de la CEE a été solennellement signé hier – mais seuls neuf États membres sur douze ont apposé leur paraphe.

Le Danemark ne pouvait pas signer, tandis que l'Italie et la Grèce ont refusé de le faire. Les divisions dans les rangs de la CEE se sont reflétées dans la cérémonie tempérée qui s'est déroulée hier soir ici, au Centre européen, où les réformes avaient été négociées au sommet de décembre dernier. Au lieu de fanfares et de festivités, il y eut des regrets et de sobres appels à l'unité.

M. Hans van den Broek, ministre néerlandais des Affaires étrangères et président en exercice du Conseil de ministres de la CEE, a fait de son mieux pour faire de cette désunion une vertu. «Être Européen, cela veut aussi dire que l'on accepte l'Europe dans toute sa diversité et dans tous ses contrastes. La cérémonie incomplète d'aujourd'hui en est une illustration», a-t-il déclaré.

Les ministres italien et grec des Affaires étrangères, Giulio Andreotti – partisan affiché de l'unité européenne – et Teodoris Pangalos observaient, impassibles, les neuf ministres qui signaient les réformes.

Le ministre danois des Affaires étrangères, Uffe Elleman Jensen, était resté dans son pays où il menait campagne pour rallier l'électorat aux réformes à l'occasion du référendum qui devait se tenir la semaine suivante. Cette consultation populaire avait été décidée après que le train de réformes eut été rejeté par le Folketing, le parlement danois, comme une menace potentielle pour la souveraineté du pays. L'issue du référendum pourrait décider non seulement de l'attitude du Danemark face aux réformes, mais aussi de son appartenance à la Communauté.

Les Italiens, au contraire, pensent que ces réformes sont bien trop modestes. Quant aux Grecs, s'ils approuvent les réformes, ils désapprouvent la cérémonie de signature parce que, selon eux, elle interfère avec le droit du peuple danois de faire son choix.

M. van den Broek a insisté sur le fait qu'il n'y avait nullement eu l'intention d'exercer une pression déloyale sur l'électorat danois. Il a dit que les critiques sur le train de réformes – connu dans le jargon communautaire sous l'appellation d'Acte unique européen – avaient été démesurément exagérées. Malgré les imperfections, les modifications proposées au Traité de Rome initial constituaient un progrès.

Les réformes ont pour but d'accélérer la prise de décisions au sein du Conseil de ministres, connu pour sa léthargie, en étendant le vote à la majorité et en restreignant les possibilités pour les États membres d'user du droit de veto. Les changements s'inscrivent dans le cadre d'une campagne qui vise à balayer tous les obstacles au libre-échange dans la Communauté à partir de 1992.

D'autres amendements au traité obligeront les États membres à coopérer plus étroitement en matière de politique étrangère et à introduire de nouvelles politiques visant à développer les sciences et les technologies. De plus, le rôle législatif du Parlement européen sera très légèrement accru.

Le vice-président du Parlement, Siegbert Alber, et le commissaire européen à l'agriculture, Frans Andriessen, ont poliment regretté la modestie de ce train de mesures. Les présidents des deux institutions brillaient par leur absence lors de la cérémonie tronquée.

M. Andriessen a déclaré que les réformes étaient simplement une preuve de la vitalité de la Communauté et de sa capacité de se renouveler.

Plus tôt, M<sup>me</sup> Lynda Chalker, ministre britannique adjoint aux Affaires étrangères, avait parlé avec

enthousiasme des réformes et des «mesures de sauvegarde» négociées pour la Grande-Bretagne par M<sup>me</sup> Thatcher au sommet de décembre.